



Sommaire



- 1 Introduction
- 2 Contexte général
- 3 Situation Financière locale
- 4 Cadrage et orientations budgétaires
- 5 Programmation des investissements



1. Introduction

1. Introduction



Les objectifs :

Le débat d'orientation budgétaire permet d'informer l'assemblée délibérante de la situation financière de la collectivité et d'échanger sur les orientations budgétaires préalablement au vote du budget primitif de l'année.

Le contenu :

Les membres du Conseil Municipal évoqueront lors du débat plusieurs points :

- Le contexte général
- La loi de finances 2025 et son impact au niveau local
- L'analyse des comptes administratifs 2024
- Les orientations budgétaires pour l'année 2025-2026

Article L.2312-1 du CGCT :

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article [L. 2121-8](#). Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.





2. Contexte général

2. Contexte général



La situation économique mondiale

- 1.Recul de l'inflation et résilience des marchés du travail** : L'inflation diminue plus rapidement que prévu, tandis que le chômage reste à des niveaux historiquement bas.
- 2.Disparités régionales** : Les États-Unis et certains marchés émergents montrent une croissance soutenue, contrairement à l'Europe.
- 3.Effets des politiques monétaires** : Le durcissement monétaire affecte les marchés du logement et du crédit.
- 4.Risques persistants** : Les tensions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient, menacent la stabilité des marchés énergétiques et financiers.
- 5.Défis budgétaires** : L'endettement public croît, amplifié par le vieillissement démographique, la transition climatique, et des taux d'intérêt élevés.
- 6.Nécessité de réformes structurelles** : Une gestion budgétaire à moyen terme est cruciale pour maîtriser les dépenses, accroître les recettes et stimuler la croissance.
- 7.Décarbonation et innovation** : Les politiques doivent encourager la transition écologique (infrastructures vertes, tarification du carbone) et profiter des gains de productivité grâce à l'intelligence artificielle.
- 8.Education et formation** : Investir dans ces domaines est essentiel pour partager les bénéfices de l'IA et soutenir la productivité à long terme.



2. Contexte général

La situation économique Française

En France, la croissance économique a fait preuve de résilience mais reste faible

Contexte économique : La France a traversé deux crises majeures (Covid-19 et inflation), avec un ralentissement économique en 2022-2023 après avoir retrouvé son niveau pré-pandémie en 2021.

Inflation et pouvoir d'achat : L'inflation, exacerbée par la guerre en Ukraine, a freiné la consommation. Cependant, grâce aux mesures gouvernementales (2,9 % du PIB), le pouvoir d'achat a été préservé en 2022-2023, malgré des coûts budgétaires élevés.

Croissance et perspectives : Le PIB, après +2,6 % en 2022 et +0,9 % en 2023, progresserait de +1,1 % en 2024, grâce à l'effet JO sur l'activité, avant de se stabiliser en 2025, soutenu par une désinflation et une légère reprise mondiale.

Investissements et finances publiques : Les entreprises ont bénéficié de soutiens publics, mais les ménages et entreprises sont pénalisés par des coûts de financement élevés. Le déficit public devrait atteindre 6,1 % du PIB en 2024, avec une dette publique à 109,9 % du PIB.

Marché du travail : Le chômage reste faible à 7,5 % en 2024, mais une légère hausse est attendue.

Politiques monétaires : Le durcissement monétaire, bien qu'assoupli récemment, maintient des taux d'intérêt réels élevés, pesant sur les marchés du crédit et du logement

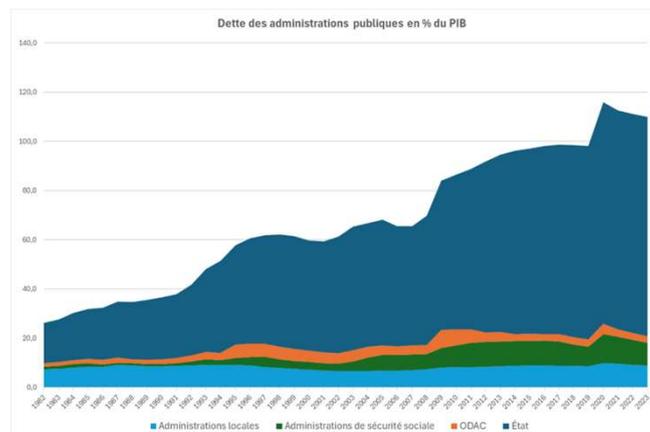
7



2. Contexte général

La situation économique Française

Des finances publiques en tension



8

2. Contexte général

La situation économique Française



Situation des collectivités territoriales

En 2024 on assiste à une décélération des dépenses de fonctionnement qui serait de +4,4% contre +6,2% en 2023, + 5,1% en 2022 et +3,1% en 2021.

Celle-ci est atténuée par un ralentissement des recettes de fonctionnement à +2,3% en 2024 contre 4% en 2023, 4,7% en 2022 et 5,4% en 2025 entraînant une baisse des niveaux d'épargne et la poursuite de l'effet ciseaux.

La dynamique des dépenses d'investissement se poursuit avec une prévision de +6,9% en 2024 après en 2022 +7,4% et en 2023 +7,5%.

Légère accélération de l'encours de la dette à +2,8% en 2024 contre +1,1% en 2023, 1% en 2022 et 1,5% en 2021

9

2. Contexte général

La situation économique Française



Après la censure

Loi spéciale

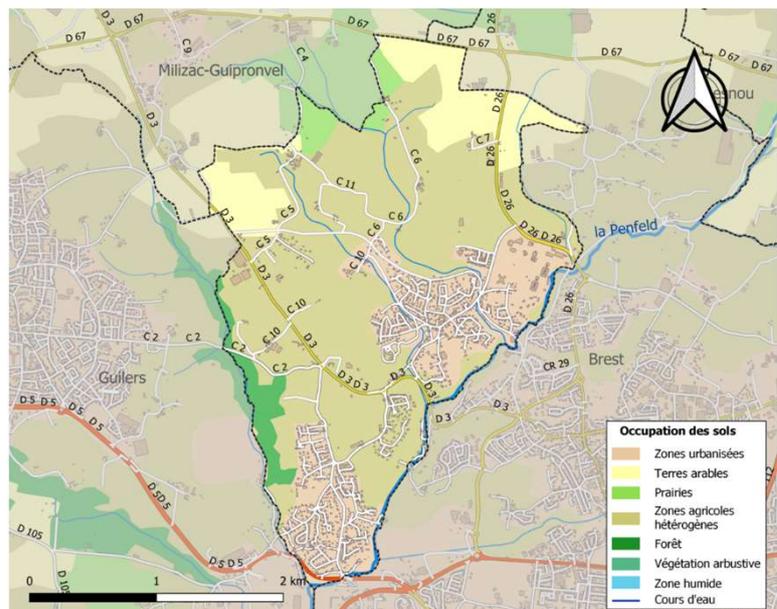
- DGF au même niveau que 2024
- Taux et critères FCTVA inchangés
- DMTO (Droits de mutation) augmentation entre 3,8% et 4,5%
- Revalorisation des valeurs locatives cadastrales sur les résidences secondaires en fonction de la variation annuelle de l'indice IPCH (Indice de des prix à la consommation harmonisé)
- Subventions d'investissement (DETR DSIL FOND VERT...) sur les investissement nouveaux suspendues jusqu'à la loi de finances 2025

10



3. Situation Financière Locale

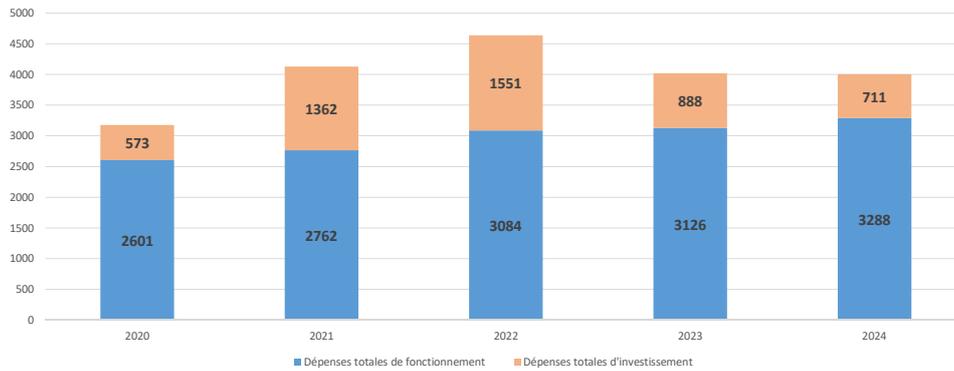
- **Démographie Boharsienne :**
- (population légale INSEE)
- 3615 habitants au 1^{er} janvier 2021 (dernier recensement)
- **3 680** habitants au 1^{er} janvier 2024 (estimé) soit + 1,77%
- Dont 47% d'hommes et 53% de femmes





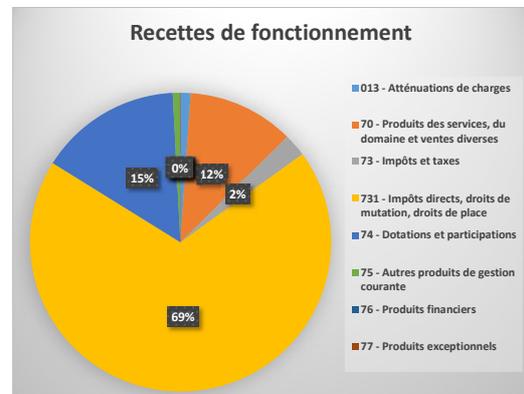
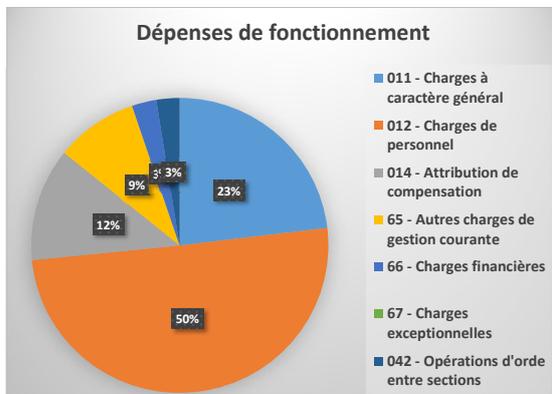
3. Situation Financière locale

Evolution des dépenses totales de fonctionnement et investissement (En milliers d'euros)



3. Situation Financière locale

Fonctionnement 2024



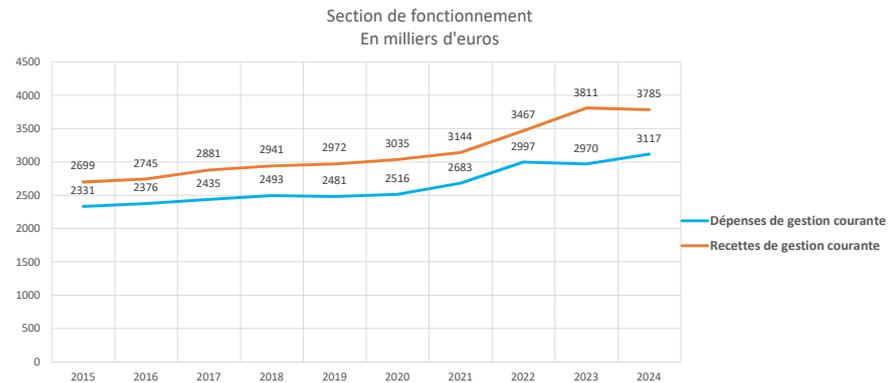
3. Situation Financière locale



Fonctionnement 2024 - Dépenses

Evolution des dépenses et recettes de gestion courante

- L'épargne de gestion (ou excédent brut de fonctionnement) correspond au solde entre les dépenses et recettes courantes de fonctionnement hors opérations financières, exceptionnelles, d'amortissements et de provisions



3. Situation Financière locale



Fonctionnement 2024 - Dépenses

Evolution des charges à Caractère général

Chapitre 011 - Charges à caractère général
(En milliers d'euros)

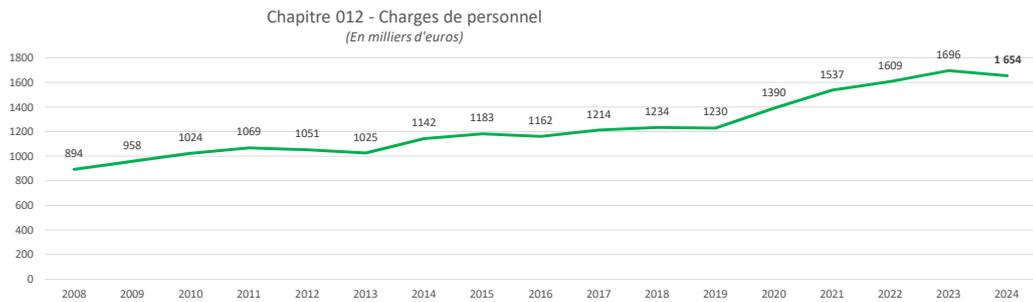


3. Situation Financière locale



Fonctionnement 2024 - Dépenses

Evolution de la masse salariale



17

3. Situation Financière locale

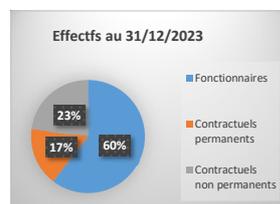


Fonctionnement 2024 - Dépenses

RAPPORT SOCIAL UNIQUE (EXTRAIT)

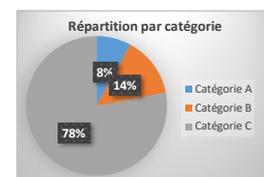
Effectifs au 31/12/2023

48 Agents dont :
29 Fonctionnaires,
8 contractuels permanents,
11 contractuels non permanents



Répartition par genre et par statut

	Hommes	Femmes
Fonctionnaires	17%	83%
Contractuels	50%	50%
Ensemble	24%	76%

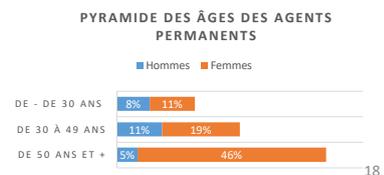


Répartition par filière et par statut

Filière	Titulaires	Contractuels	Ensemble
Administrative	24%	12%	21%
Technique	31%	50%	35%
Médico-sociale	31%	25%	30%
Animation	14%	13%	14%

En moyenne les agents de la collectivité ont 44 ans

Agents permanents dont :	44,39 ans
Fonctionnaires	49,22 ans
Contractuels permanents	26,88 ans
Agents non permanents	36,14 ans



18

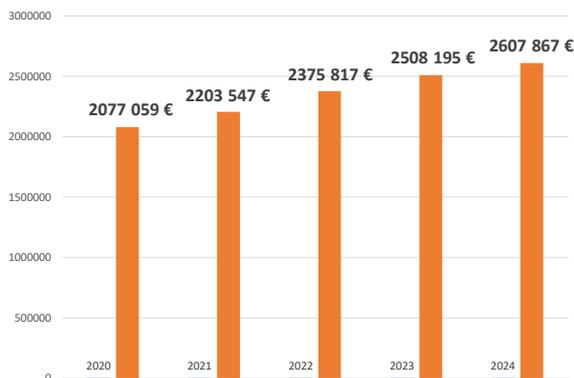
3. Situation Financière locale



Fonctionnement 2024 – Les recettes

Evolution des contributions directes (731)

Chapitre 731 : impôts et taxes (TFB, TFNB, droits de place, droits de mutation principalement). Jusqu'en 2022 compris dans ce chapitre anciennement 73 : dotation de solidarité rurale et dotation de péréquation.



3. Situation Financière locale



Fonctionnement 2024 – Les recettes

Les contributions directes Evolution des taux d'imposition

TAUX COMMUNAUX

Fiscalité directe Locale

Le niveau des bases par habitant est inférieur à la moyenne nationale de la strate :

	2023	BOHARS	MOYENNE DE LA STRATE
Base nette TFB / habitant		945 €	1 324 €
Base nette TFNB / habitant		11 €	29 €

Fiscalité locale sur Brest métropole

Taux	Brest	Gouesnou	Guilers	Plouzané	Plougastel-Daoulas	Relecq-Kerhuon	Guipavas	Bohars
TFB (en % 2024)	39,44 %	45,40 %	43,54 %	44,31 %	38,82 %	39,25 %	34,71 %	43,97 %
TFB (en € 2023)	1 314 €	1 418 €	878 €	946 €	1 248 €	1 271 €	1 677 €	945 €

3. Situation Financière locale



Fonctionnement 2024 – Les recettes

Les Dotations

Dotation Globale de Fonctionnement :

La DGF se compose de la Dotation Forfaitaire (DF), de la Dotation de Solidarité Rurale (DSR) et de la Dotation Nationale de Péréquation (DNP).

Outre la diminution liée à la contribution de la commune au redressement des comptes publics, la DGF de Bohars est décomposée de la manière suivante :

DF : 194 588 € en 2024 contre 193 360 € en 2023

DSR : 66 414 € en 2024 contre 60 233 € en 2023

DNP : 24 717 € en 2024 contre 27 463 € en 2023

La DGF est de 285 719 € en 2024 contre 281 056 € en 2023 et 273 103 € en 2022 et 277 840 € en 2021.

21

3. Situation Financière locale



Autofinancement

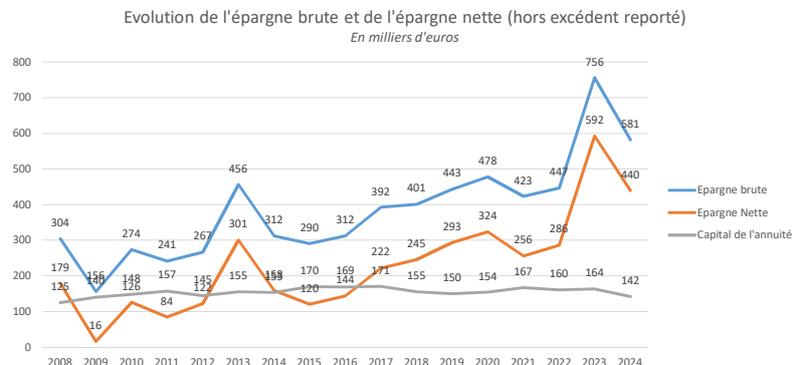
Evolution de l'épargne



Rappel :

Epargne brute (ou CAF brute) représente l'excédent de fonctionnement (produits réels – charges réelles). C'est l'indicateur de référence pour témoigner du niveau de solvabilité de la collectivité.

Epargne nette (ou CAF nette) correspond à la CAF brute – le remboursement en capital de la dette. Epargne disponible pour financer les investissements.



22



3. Situation Financière locale

La Dette Communale

Endettement

Un encours de dette en résumé :

4 020 017 € en 2011 → 2 409 764,47€ au 31/12/2023 puis 2 268 134,33€ au 31/12/2024.



Au 31/12/2023, l'encours de la dette atteint 660 € / habitant (moyenne de la strate : 710 € / habitant au 31/12/2023)

Rappel : Au 31/12/2017 = 769 € / hab. ; Au 31/12/2018 = 737 € / hab. ; Au 31/12/2019 = 698 € / hab. ; au 31/12/2020 = 658 € / hab. ; Au 31/12/2021 = 603 € / hab ; Au 31/12/2022 = 712 € / hab.

A noter que cet encours était de 1 186 € / hab. au 31/12/2010 (706 € / hab. à l'époque pour la moyenne de la strate)



3. Situation Financière locale

La Dette Communale

Evolution de la Dette



3. Situation Financière locale



La Dette Communale

Structure de la dette communale

STRUCTURE DE LA DETTE COMMUNALE 2024		
Capital restant dû (CRD) au 31/12/2024 :		
<u>Taux fixes</u>	1 168 877,83 €	52 %
<u>Taux révisables/taux variables</u>	1 099 256,50 €	48 %
<u>TOTAL</u>	2 268 134,33 €	100 %

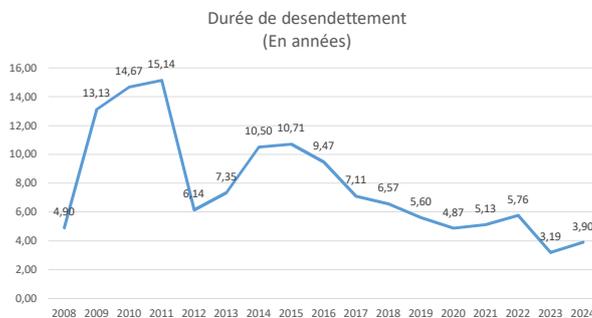
3. Situation Financière locale



La Dette Communale

Capacité de Désendettement de la Commune

Année	Desendettement
2008	4,90
2009	13,13
2010	14,67
2011	15,14
2012	6,14
2013	7,35
2014	10,50
2015	10,71
2016	9,47
2017	7,11
2018	6,57
2019	5,60
2020	4,87
2021	5,13
2022	5,76
2023	3,19
2024	3,90



- Avec une épargne brute de 581 274 ,80 € en fin d'année 2024, la commune de Bohars à besoin de 3,9 années pour se désendetter.
- Pour rappel, le seuil de vigilance s'établit à partir de 12 ans.

Capacité de désendettement : 3,90 années



3. Situation Financière locale

La section d'investissement 2024

Recettes et dépenses d'investissement 2024

Dépenses d'investissement 2024C	Dépenses prévues 2024	Dépenses réalisées 2024	Devis engagés 2024 à inscrire en 2025	Dépenses non réalisées 2024
Chapitre 001 : Solde d'exécution d'investissement reporté	176 761,84	176 761,84		
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	14 990,00		3 278,40	11 711,60
Chapitre 23 : Immobilisations en cours	66 000,00			66 000,00
Opérations d'équipement	1 172 938,57	369 164,25	19 437,41	784 336,91
Chapitre 16 : Emprunts & dettes assimilées	142 627,70	141 630,14		997,56
Chapitre 040 : Opération d'ordre de transfert entre sections	800,00	650,96		149,04
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	2 000,00			2 000,00
TOTAL des dépenses d'investissement 2024	1 576 118,11	688 207,19	22 715,81	865 195,11
Recettes d'investissement 2024	Recettes prévues 2024	Recettes encaissées 2024	Recettes engagées 2024 à inscrire en 2025	Recettes non réalisées 2024
Chapitre 13 : Subventions d'investissement	411 400,00	88 370,82	323 400,00	
Chapitre 16 : Emprunts et dettes assimilées		80,00		
Chapitre 10 : Dotations, Fonds divers	914 718,11	913 480,91		1 237,20
Chapitre 021 : virement de la section de fonctionnement	163 000,00			163 000,00
Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	85 000,00	82 919,99		2 080,01
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	2 000,00			2 000,00
TOTAL des recettes d'investissement 2024	1 576 118,11	1 084 851,72	323 400,00	168 317,21

27

3. Situation Financière locale

Synthèse 2024

Résultats prévisionnels de clôture 2024

- Résultat de la section d'investissement :

2024 : 396 644,53 € (excédent)

2023 : - 176 761,84 € (déficit)

CAF brute : + 581 274,80 € (hors opérations d'ordre et résultat reporté de 100 000,00 €)

CAF nette (brute – capital de la dette) : + 439 644,66 €

- Résultat de la section de fonctionnement :

2024 : 599 005,77 € (excédent)

2023 : 914 718,11 € (excédent)

28



3. Situation Financière locale

Les Dépenses d'investissement 2024



Les dépenses d'équipement s'élèvent à 369 164,25 € en 2024

Total réalisé 2024 opérations (26/11/24)	Dépenses prévues 2024	Dépenses réalisées 2024	Devis signés 2024 à inscrire en 2025	Dépenses non réalisées 2024
Opération 10 centre culturel Roz-Valan	19 000,00	648,00	1 681,34	16 670,66
Opération 102 Acquisition matériel d'entretien	4 071,00	547,00	559,00	2 965,00
Opération 103 Halle des sports	530 467,30	10 138,74	0,00	520 328,56
Opération 105 Réparation bâtiments communaux	139 130,00	43 570,00	630,00	94 930,00
Opération 109 Maison enfance	8 900,00	4 094,74	3 152,26	1 653,00
Opération 112 Bibliothèque	2 701,25	2 689,81	0,00	11,44
Opération 113 Foyer communal	66 013,52	57 865,24	1 444,81	6 703,47
Opération 17 Ecole publique	347 858,00	196 689,80	11 970,00	139 198,20
Opération 18 Agencements et aménagements divers	23 000,00	22 693,36	0,00	306,64
Opération 19 Mairie	22 101,50	20 531,56	0,00	1 569,94
Opération 20 Plateau Ludique et sportif au Kreisker	9 696,00	9 696,00	0,00	0,00
Total réalisé ou engagé 2024 sur les opérations	1 172 938,57	369 164,25	19 437,41	784 336,91

Total réalisé 2024 dépenses non affectées	Dépenses prévues 2024	Dépenses réalisées 2024	Devis signés 2024 à inscrire en 2025	Dépenses non réalisées 2024
Chapitre 21 : Immo. corporelles	14 990,00	0,00	3 278,40	11 711,60
Chapitre 23 : Immo. en cours - constructions	66 000,00	0,00	0,00	66 000,00
Total réalisé ou engagé 2024 sur dépenses non affectées	80 990,00	0,00	3 278,40	71 711,60
TOTAL GENERAL 2024 et sommes engagées 2025	1 253 928,57	369 164,25	22 715,81	



4. Cadrage et Orientations budgétaires

4. Cadrage et orientations budgétaires

Un contexte de préparation budgétaire bouleversé



Cadrage budgétaire de la collectivité

Les incertitudes liées au projet de loi de finances 2025, et les annonces de baisses de recettes pour les collectivités qui en découlent, incitent à la prudence. Le PLF 2025 laisse présager des incidences financières tant en section de fonctionnement qu'en section d'investissement.

- Orientations :
 - Maintien de la qualité du service public;
 - Maintenir une situation saine et pérenne;
 - Poursuite des politiques éducatives, socioculturelles environnementales et de sécurité engagées;
 - Maintien du niveau d'investissement nécessaire à l'amélioration du cadre de vie des Boharsiens.

- Objectifs de gestion :
 - Mener une gestion rigoureuse afin de dégager un excédent de fonctionnement qui permettra de financer les investissements courants et les investissements plus importants des infrastructures;
 - Limiter le recours à l'emprunt afin de maintenir l'équilibre financier de la collectivité;
 - Cadrer le programme d'investissements en fonction de l'évolution de la situation financière de la commune.

31

4. Cadrage et orientations budgétaires

Budget 2025



La capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement nette est estimée à 342 263 € au BP 2025

En K€	CA 2024	BP 2025
Recettes réelles de fonctionnement (RF)	3 786	3 900
Dépenses réelles de fonctionnement (hors intérêts de la dette)	3 117	3 338
Épargne de gestion <small>en valeur en %/RF</small>	669 17,67%	562 14,41%
Intérêts de la dette	88	82
Épargne brute / CAF brute <small>en valeur en %/RF</small>	581 15,35%	480 12,31%
Remboursement du capital	142	138
Épargne nette / CAF nette <small>en valeur</small>	440	342

Capacité de désendettement : 4,44 années

32



5. Programmation des investissements

5. Programmation des investissements



Budget 2025

Equipements récurrents et nouveaux

Répartition des investissements 2025 par opérations

Opérations	Montant RAR 2024	PROPOSITIONS NOUVELLES	BP 2025
Opération n°10 - Salle multifonction	1 681,34 €	19 050,00 €	20 731,34 €
Opération n°102 - Acquisition matériel entretien	559,00 €	10 370,00 €	10 929,00 €
Opération n°103 - Halle des sports	- €	601 000,00 €	601 000,00 €
Opération n°105 - Réparation bâtiments communaux	630,00 €	16 975,00 €	17 605,00 €
Opération n°109 - Maison enfance	3 152,26 €	17 820,00 €	20 972,26 €
Opération n°112 - Bibliothèque	- €	1 500,00 €	1 500,00 €
Opération n°113 - Foyer communal	1 444,81 €	7 900,00 €	9 344,81 €
Opération n°17 - Ecole publique	11 970,00 €	131 350,00 €	143 320,00 €
Opération n°18 - Agencement et aménagements divers	- €	3 200,00 €	3 200,00 €
Opération n°19- mairie	- €	19 100,00 €	19 100,00 €
Opération n°20 - création d'un plateau ludique et sportif au Kreisker			
Opération non affectées			
2188 - Immobilisations corporelles - autres	3 278,40 €		3 278,40 €
2313 - Immo. en cours - constructions	- €		
Montant total RAR 2024 dépenses	22 715,81 €	828 265,00 €	850 980,81 €

Investissements prévisionnels 2025 : 828 265,00 €

5. Programmation des investissements



Projets d'investissement 2025-2028

- **Programme d'investissement prévu en 2025 :**

- Halle des sports
- Agrandissement du restaurant scolaire
- Extension de la vidéo protection sur les sites de la petite gare et du parking du Castellou

- **Programme d'investissement prévu de 2026 à 2028 :**

- Plateau sportif du Kreisker
- Terrain synthétique du stade Mathieu Pellen